

Ould Daddah de plus en plus disposé au dialogue



Ahmed Ould Daddah

Ahmed Ould Dadda, Président du RFD (Rassemblement des Forces Démocratiques), parti d'opposition, est plus que jamais disposé au dialogue avec le pouvoir en place à Nouakchott. Cette idée forte transparait dans l'entretien qu'il a accordé à «Nouakchott-Info» dans son édition n°744 du 14 mars 2005.

Le «Ceci étant, regardons le futur» du vieux leader et éternel challenger de Ould Taya, est plein de charge émotionnelle, au point qu'apparemment, il n'exige aucune condition préalable pour discuter des véritables problèmes du pays. Le procès de Ouad Naga, dont il qualifie l'issue de signe d'apaisement favorable au consensus autour d'un minimum, devrait aboutir à cet objectif seul susceptible, selon lui, de sortir la Mauritanie de l'ornière qui menace son existence.

Le problème, c'est qu'il déclare ne rien voir pointer à l'horizon. Le parti au pouvoir, par la bouche de ses responsables politiques (le Secrétaire Général du PRDS, le ministre de la Communication porte-parole du gouvernement et le Premier Ministre) ayant toujours nié l'existence d'un quelconque problème en Mauritanie, le dialogue semble illusoire entre un pouvoir qui ne veut rien partager et une opposition toujours en quête d'une place légitime sur l'échiquier politique national.

Malgré tout, Ould Daddah veut instaurer le dialogue pour poser les règles du jeu. Pour lui, ceci passe par la réhabilitation d'abord de l'espace légal conféré à l'opposition dans le processus démocratique, la reformulation de la compréhension que le pouvoir doit avoir de son opposition constitutionnelle et du rôle que cette dernière est amenée à remplir. Il rappellera à juste titre que l'opposition dans toute société

démocratique est un contrepoids aux dérives totalitaires et une alternance pour l'équilibre du pouvoir politique. «Une démocratie sans opposition est une démocratie bancal» confiera-t-il.

Le deuxième sujet abordable est celui relatif au rétablissement du droit et le respect des lois et règlements. Il déclare, dans ce cadre, que le pouvoir a toujours fait ce qu'il veut et que l'opposition a toujours prêché dans le vide en critiquant les actes et mesures pris par le Gouvernement.

La question des droits de l'homme, devra aussi faire l'objet d'un débat ouvert selon Ould Daddah, dans un esprit de dépassement et de pardon, en permettant aux victimes d'exactions, notamment en 89-90, de transcender le lourd passif humanitaire. Les malversations économiques et la gestion catastrophique des ressources publiques qui se sont traduites par une corruption à grande échelle et des détournements nuisibles aux intérêts du pays devront aussi constituer matière à discussion au cours du dialogue national, sans que l'objectif ne soit un quelconque retour au passé.

Ould Daddah a aussi souligné la nécessité d'une révision du système électoral, longtemps aux mains d'une administration partisane et sous les ordres. Il a prôné une réactualisation des listes et l'adaptation des textes par la création d'un Code électoral unifié.

«Lya sans dire que les préoccupations du leader sont allées vers le problème des libertés et l'attachement des Mauritanien à cette liberté dont ils ont toujours joui dans ce vaste Sahara.

La place de la Mauritanie en Afrique et son retrait de la CEDEAO ont permis à Ould

Daddah de demander une discussion sur ce point particulier en confrontant les arguments pour aboutir à une vision consensuelle sur la question. Sur ce point, le président du RFD s'est dit opposé aux relations diplomatiques avec Israël au nom de la solidarité avec le peuple opprimé de Palestine. Un voeu qu'il dit partagé avec le peuple mauritanien dans sa pluralité.

Enfin, Ould Daddah se définit comme un homme politique, au sens arabe de «Siyassa» qui veut dire stabilité dans les positions basées sur le respect des principes et valeurs et se défend de pratiquer la politique à géométrie variable ni d'être un opportuniste politique.

Sur le pétrole, il a mis en garde les Mauritanien contre l'euphorie suscitée par une richesse qu'il considère à double tranchant, donnant l'exemple du Nigeria, premier pays pétrolier d'Afrique où règne l'instabilité et la crise sociale.

Il a également mis en garde les autorités nationales contre la spirale des augmentations de salaire/augmentations de prix, prônant une politique économique plus globale avec les conditions d'une concurrence saine et la présence de l'État pour éviter les dérives mercantilistes, et il donne l'exemple des commissions anti-trust aux États-Unis, pourtant chantre du libéralisme économique.